



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
POLYGONE Bâtiment A
5 rue Hinzelin – CS 50551
57009 METZ CEDEX
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 5 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue Saint-Martin
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : STE-BARBE_EPC-FRANCE_2024-12-19_RAPVI_CPM_00892
Code AIOT : 0006201797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 décembre 2024 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Depot de Cheuby 11 Rue de Libaville 57640 Sainte-Barbe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale "Risques sur les sites Seveso seuil haut" visant à contrôler la mise en œuvre d'un exercice avec activation du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Depot de Cheuby 11 Rue de Libaville 57640 Sainte-Barbe
- Code AIOT : 0006201797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EPC France anciennement Nitro-BickFord est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 81	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plaquette d'information	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 88	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Actualisation du POI	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 82	Sans objet
3	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 86	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 14 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que des actions correctives doivent être menées par l'exploitant sous 3 mois :

- suite à l'exercice du plan d'opération interne (POI) ;
- sur la plaquette d'information.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 81
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : Le Plan d'Opération Interne (POI) des dépôts de Cheuby sera révisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Il définira les mesures d'organisations, méthodes d'intervention et moyens qu'il mettra en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, complété par l'avis du CHSCT s'il existe, sera transmis à l'inspecteur des installations classées et au SIRACEDPC. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.
Constats : Vu l'exercice réalisé le jour de la visite en présence de représentants de l'inspection : celui-ci est détaillé en annexe confidentielle. L'inspection a constaté que la dernière version du POI datait de septembre 2020 : elle nécessitait des mises à jour. Des compléments au POI et des pistes d'amélioration ont été proposés par le personnel et l'inspection suite à l'exercice. Vu le plan d'opération interne n°POICHEUBY0920 révisé en décembre 2024 transmis à l'inspection le 13 décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Actualisation du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 82
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : Les actualisations de ce plan seront régulièrement adressées à l'inspecteur des installations classées et au SIRACEDPC, au plus tard tous les cinq ans.
Constats : Suite à la mise à jour du POI en décembre 2024, des exemplaires papiers et informatiques ont été transmis aux services de l'inspection et du Service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC anciennement SIRACEDPC) par courrier daté du 12 décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 86
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : Un exercice annuel permettra de vérifier les moyens décrits dans ce POI et la mise en oeuvre des mesures d'urgences décrites ci-dessus. Les thèmes des exercices seront soumis au préalable à la DRIRE et au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).
Constats : Les 2 derniers exercices ont été réalisés le 10 janvier 2023 et le 4 avril 2023 (exercice PPI). Le thème de l'exercice de ce jour a été annoncé en amont à l'inspection et au SDIS. Le détail de l'exercice réalisé lors de la présente visite d'inspection est détaillé en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plaque d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article modifié 88
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : La société EPC France distribuera à la population, par l'intermédiaire des municipalités concernées, une plaque d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaque sera présentée à la DRIRE et au SIRACEDPC. Cette plaque comportera les informations minimales suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. Nom de l'exploitant et adresse de l'établissement.2. Identification, par sa fonction, de la personne fournissant les informations,3. Confirmation du fait que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires et/ou administratives d'application de la directive SEVESO II et que la notification prévue à l'article 6 paragraphe 3 ou le rapport de sécurité prévu à l'article 9 paragraphe 1 a été transmis(e) à l'autorité compétente.4. Explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement.5. Dénomination commune ou, dans le cas de substances dangereuses relevant de l'annexe I partie 2, nom générique ou catégorie générale de danger des substances et préparations se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses.6. Informations générales sur la nature des risques d'accidents majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la population et l'environnement.7. Informations adéquates sur la manière dont la population concernée sera alertée et tenue au courant en cas d'accident majeur.8. Informations adéquates sur les mesures que la population concernée doit prendre et sur la conduite qu'elle doit tenir en cas d'accident majeur.9. Confirmation de l'obligation qui est faite à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en limiter le plus possible les effets.10. Mention du plan d'urgence externe élaboré pour faire face à tous les effets hors site d'un accident, accompagnée de l'invitation à suivre toutes les instructions ou consignes des services d'urgence au moment d'un accident.11. Précisions relatives aux modalités d'obtention de toute information pertinente, sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité prévue par la législation nationale.
Constats : La plaque distribuée à l'ensemble des habitants de la commune de Sainte-Barbe le 4 septembre 2024 selon attestation du maire de la commune comporte l'ensemble des éléments précités. Cependant cette dernière date d'octobre 2011 et nécessite d'être actualisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative

dans l'immédiat mais demande à l'exploitant de : - mettre à jour la plaquette d'information de la population impactée sous 3 mois, - la soumettre aux services de l'inspection et du SIDPC avant diffusion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article modifié 14 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles R.233.14 et R.233.41 du Code du Travail, les mesures de lutte contre l'incendie suivantes doivent être prises [...] : prescriptions confidentielles.
Constats : L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite